



Projet du MCE pour les Européennes de mai 2019

1. La voix des citoyens.

- Le bilan de l'Initiative Citoyenne Européenne (ICE) introduite par le traité de Lisbonne est décevant. Théoriquement, l'Initiative Citoyenne Européenne permet à un million de citoyens européens (provenant d'un quart des États membres) d'appeler la Commission Européenne à légiférer sur un sujet donné. Le MCE veut réformer les conditions de l'ICE en réduisant les données à fournir et la faire mieux connaître aux citoyens.
- Référendum sur un nouveau traité de l'UE ayant comme priorités : une vraie politique écologique commune (PEC), une meilleure répartition des richesses, une harmonisation sociale et fiscale, une souveraineté politique et militaire.
- Loi limitant drastiquement le poids des lobbies sur les sujets fondamentaux concernant la santé, l'alimentation et l'environnement.
- Désignation par tirage au sort de 5% des députés européens chez les adultes de plus de 25 ans.
- Reprendre les négociations en vue de l'adhésion de l'Union à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (l'UE dispose d'une personnalité juridique depuis le traité de Lisbonne).

2. La jeunesse: principale priorité du MCE.

- Établir un socle commun d'éducation civique et écologique à partir de l'école primaire afin que les Européens partagent les mêmes valeurs dès le départ.
- Garantir un revenu minimum universel (RMU) pour les 18-25 ans sans ressources, afin de les aider à préparer l'avenir (études, logement, permis de conduire...). Ce revenu proviendrait de la taxe sur les profits des banques et les jeux du hasard.
- Revoir le contenu du système LMD (Licence Master Doctorat) notamment au niveau Master qui devrait s'effectuer systématiquement en alternance. Vu les difficultés qu'éprouvent les étudiants pour obtenir un stage, exiger un quota minimal de stagiaires aux entreprises, en fonction de leur taille, comme on le fait déjà pour les handicapés.



- Développer massivement des filières d'apprentissage à travers toute l'UE et faciliter les échanges d'apprentis en créant un organisme dédié à cet effet.
- Réformer le système Erasmus pour le rendre accessible au plus grand nombre.

3. Une Europe puissante au sein d'un nouvel équilibre mondial.

Réformer préalablement l'ONU et surtout le Conseil de Sécurité pour le rendre plus démocratique et plus représentatif. Le monde a beaucoup changé depuis 1945 !

Il faudra augmenter le nombre de pays membres permanents du Conseil de Sécurité et prendre les décisions par vote majoritaire. Cela sortirait l'Europe du blocage permanent lié à l'abus du droit de veto par la Russie, la Chine et les États-Unis.

L'UE pourrait ainsi avoir une politique étrangère claire (les traités antérieurs la rendent peu audible) et défendrait ainsi efficacement l'universalité des droits de l'homme, valeur inséparable de sa civilisation.

4. Quand l'écologie rime avec santé et économie.

- Le MCE est le seul Mouvement à proposer une vraie politique environnementale commune (PEC) pour toute l'UE, doublée d'une croissance verte. Aucun pays membre n'a respecté jusqu'ici les engagements de la COP 21.

Le réchauffement climatique n'a pourtant pas de frontières. D'où les impératifs suivants :

- Investir massivement dans les énergies renouvelables créatrices d'emplois. Objectif : atteindre 30 % des énergies renouvelables d'ici 2030 avec contrôle tous les trois ans sur l'avancement des engagements. Un Fonds de solidarité sera mis en place pour aider les pays en difficulté.
- Développer un centre de recherche européen sur les énergies renouvelables (CREER) afin d'améliorer leur stockage et doper les innovations.
- Financement européen de grands projets de transport propre avec interconnexion : chemins de fer, nouveaux canaux de navigation, développement des aérotrains, une technique d'avenir moins coûteuse et plus rapide pour desservir les grandes métropoles.
- Fixer un quota minimal pour le transport des marchandises par ferroutage.
- Penser à un projet européen de construction de pistes cyclables et d'aide au développement du vélo électrique.
- Accélérer la construction des voitures à moteur propre.
- Repenser les transports en commun en interdisant les bus à moteurs polluants en ville.



- Normes plus drastiques contre la pollution de l'air, de l'eau, des sols et contre le bruit. La santé en dépend fortement.
 - Création d'un Tribunal Pénal International (TPI) pour juger les crimes contre l'environnement. Seraient visés les grands groupes industriels écocides, pris en flagrant délit de pollution avec catastrophes incontestables, ou les exportateurs de déchets industriels vers les pays pauvres.
 - Politique anti-gaspillage de l'énergie et de l'eau : dans la fabrication des habits par exemple. On sait que le coton est à l'origine de nombreuses catastrophes écologiques. Un peu partout dans le monde, on ne compte plus les lacs et les fleuves asséchés à cause des besoins en eau de cette plante. Il faudrait privilégier d'autres matières naturelles moins gourmandes en eau et plus écologiques, comme le lin. Un quart des échanges d'eau dans le monde est dû au coton. La fabrication d'une chemise nécessite 2 700 litres d'eau, tandis que pour un jean il en faudra 1 1000 litres.
 - Interdire l'utilisation des emballages en plastique.
 - Instauration de deux samedis de nettoyage des bords de mers et de rivières par an.
- L'Union Européenne fait la force, quand elle veut. Elle doit être motrice en écologie.

5. Pour une révolution agroalimentaire.

- Réformer la politique agricole commune (PAC) pour la rendre compatible avec la politique écologique commune (PAC et PEC).
 - L'Europe doit opérer une révolution copernicienne : arrêter de subventionner la surproduction et partant, la surconsommation, un système qui a fini par montrer ses limites, comme aux États-Unis ou en Chine.
- Le maïs et le soja produits pour nourrir les animaux nécessitent beaucoup de ressources en terres cultivables et en eau. Pourtant on sait que si ce soja et ce maïs étaient cultivés pour l'homme et non pour les animaux, on pourrait nourrir 3 milliards de personnes supplémentaires. Manger autrement (moins de viande) constitue une des clés de cette nouvelle révolution, favorable au climat par ailleurs.

Selon les données de l'UNESCO et la FAO, il faut 15000 litres d'eau pour produire un kg de viande de bœuf, 6000 pour un kg de porc, 4000 pour le poulet alors qu'un kg de céréales n'a besoin que de 2000 litres.

- Attribuer les aides européennes en fonction des modes de production, en privilégiant l'agriculture biologique.
- Réduire l'utilisation des pesticides de 30 % d'ici 3 ans et interdire leur épandage près des habitants ou des établissements publics. Cette réduction serait sans impact sur la production d'après les études publiées en 2017 dans la sérieuse revue « Nature Plants ».
- Sortir du glyphosate d'ici trois ans pour toute l'Union Européenne.



- Privilégier les circuits courts et les produits de saison dans l'alimentation.
- Lutter contre les gaspillages alimentaires en révisant les normes et dates de péremption imposées par la Commission de Bruxelles.
- Réduire d'un tiers la consommation de sel et de sucre contenus dans les produits transformés. Chaque année, un Français consomme en moyenne 35kg de sucre (10 fois plus qu'il y a 100 ans).
- Interdire la spéculation sur les produits alimentaires de base (non transformés).

6. L'économie autrement.

- La souveraineté monétaire et commerciale de l'UE devient impérative : il faut se libérer du diktat du dollar en imposant l'Euro comme monnaie commerciale alternative dans les échanges internationaux.
- Actuellement, la Banque Centrale Européenne finance les banques privées qui, en retour prêtent aux États à des taux d'intérêt variables. Le MCE demande de recourir au financement direct des pays auprès de la Banque Centrale Européenne.
- L'harmonisation fiscale est une urgence au sein de l'UE.
- Revoir la directive « Travailleurs détachés » pour protéger les bassins à fort taux de chômage.
- Permettre à un citoyen européen de payer ses impôts ou sa dette publique en temps de travail.
- Autoriser le cumul emploi-retraite pour les bas revenus.

7. Dépoussiérer l'Europe de ses lenteurs administratives.

- Les aides européennes à la filière bio ne sont toujours pas versées. 70% des agriculteurs bio sont concernés en France et certains attendent depuis trois ans.
- Les fonds structurels et d'investissement sont souvent débloqués avec retard.

Le MCE veut accélérer la simplification en prônant :

- une harmonisation rapide des procédures
- un guichet unique pour tous les types d'aides avec un accompagnement personnalisé.

Le MCE prévoit des sanctions à type d'amende contre les administrations qui abusent de ces lenteurs.



8. Intensifier les échanges culturels entre les pays européens.

La vision culturelle du MCE accorde une place centrale aux citoyens. Nous accorderons une place essentielle aux actions suivantes :

- intensification des échanges culturels intra-Européens par le biais de jumelages entre les nombreuses associations. C'est une façon de promouvoir la diversité culturelle européenne et de transmettre un message de paix et de fraternité. Le jumelage sera encadré par un organisme dédié et financé par l'UE.

- Faciliter l'accès aux crédits des PME et PMI qui veulent investir dans la culture ou l'audiovisuel, ce qui pourrait générer beaucoup d'emplois.

- Création d'un biennal pluriculturel européen (BPE) pour promouvoir le cinéma d'auteurs européens (longs et courts métrages), documentaires, expositions d'art plastique, théâtres, festivals de musique, etc. L'événement serait tournant.

- Création d'un conseil européen du cinéma (CEC) afin de promouvoir l'industrie cinématographique européenne.

9. Les priorités de la politique étrangère européenne.

Trois priorités pour le MCE :

- La première c'est L'Afrique. Elle sera le malheur ou la chance pour l'Europe, en fonction de son attitude. En négligeant l'Afrique, l'Europe commettrait une erreur stratégique très grave. En 2050, un tiers sur quatre sera Africain.

- En participant activement au développement de l'Afrique, l'Europe accédera à un marché colossal. Les classes moyennes africaines achèteront beaucoup de services et équipements en Europe.

- Le MCE veut faciliter le transfert de technologies vers l'Afrique et mettre en place une nouvelle politique de coopération en ciblant le développement des PME, PMI et l'artisanat, du gagnant-gagnant.

- La COP 21 et les suivantes prévoient un Fonds vert de 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 destiné à lutter contre le réchauffement climatique des pays pauvres, dont la très grande majorité se trouve en Afrique.

- Le MCE veut exiger la garantie réelle de ce Fonds, mais prévient en même temps que la mauvaise gouvernance des pays concernés risque d'obérer son efficacité.

- Si l'UE ne change pas de paradigme, elle sera déstabilisée par les flux migratoires.

D'ici 2050, les réfugiés climatiques pourraient atteindre 250 millions !



- Deuxième priorité : le Moyen-Orient où le MCE milite pour l'émergence d'un État kurde. Plusieurs raisons évidentes plaident pour cette indépendance :
- le traité de Sèvres, signé le 10 août 1920 par la Société des Nations (SDN) prévoyait la naissance d'un Etat kurde. La suite a été une succession de trahisons depuis un siècle : d'abord le morcellement du Kurdistan, puis les massacres successifs jusqu'à nos jours.
 - La stabilité de la région passera par l'autodétermination du peuple kurde sur son territoire (les accords d'Helsinki fixent les conditions d'un tel processus). Cela lui permettra de répandre autour de son nouveau pays libre les valeurs qu'il porte depuis toujours : une forte tradition démocratique, la laïcité, l'égalité hommes-femmes, la protection des minorités, etc.
 - Les pays européens doivent réparer leur dette morale envers le courageux peuple kurde qui a tant combattu le terrorisme islamique.
- Troisième situation prioritaire : le Proche-Orient où le MCE soutiendra la sécurité de l'Etat d'Israël à côté d'un État palestinien libre et indépendant.

Le MCE défendra sans relâche ces trois priorités, tout comme il réclamera une loi renforçant les sanctions contre un pays membre de l'UE qui vend des armes à un régime dictatorial.